

Le point eau et climat du PFE



*Le point trimestriel du Partenariat Français pour l'Eau sur le dossier eau et climat
Par Solène Fabrèges, chargée de mission, coordinatrice du groupe de travail sur le climat*

Selon une nouvelle [étude](#) parue en août 2007, environ 2/3 des européens pourraient être affectés par des évènements climatiques extrêmes en 2100 (vagues de chaleur, inondations etc.) selon un scénario de réchauffement de 3°C. Les personnes les plus vulnérables étant celles âgées et malades ainsi que celles appartenant aux classes sociales les plus défavorisées. Les politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation se révèlent donc plus que jamais nécessaires dans l'ensemble des régions du monde. Les différents cyclones qui ont frappé les Antilles et la côte Atlantique américaine ces dernières semaines n'ont fait que nous rappeler cruellement la faible capacité de résilience de nos territoires face aux évènements climatiques extrêmes.

Dans ce contexte, quelles sont les évolutions récentes de l'action climatique dans le domaine de l'eau à l'international et en France ?

COP23 : FOCUS SUR LES ILES ET LE ROLE DES ACTEURS NON ETATIQUES

Présidé pour la première fois par un petit Etat insulaire, la COP23 de Bonn qui se déroulera du 6 au 17 novembre 2017 sera un peu particulière. Aucun livrable n'est attendu à l'issue des deux semaines de négociations. L'objectif pour les Parties est essentiellement de préparer les éléments et textes sur lesquels les pays pourraient se mettre d'accord à la COP24, échéance importante pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Cependant, l'implication des Iles Fidji pour la mobilisation des acteurs non étatiques et autour des enjeux spécifiques aux îles devrait donner un ton singulier à cette COP. Cette année encore, plusieurs journées thématiques seront organisées dans le cadre de l'Agenda de l'Action (GCA) pour illustrer la manière dont l'ensemble des acteurs peuvent collaborer pour l'atteinte des objectifs d'atténuation et d'adaptation sur le terrain. Dans le domaine de l'eau, 3 sessions parallèles sur la connaissance des ressources en eau et du climat, les villes durables et la sécurité alimentaire permettront de rappeler que les acteurs de l'eau peuvent apporter des solutions aux enjeux variés posés par le changement climatique. Une session sur les financements devrait également permettre d'identifier des outils pour faciliter l'accès aux fonds climat pour les porteurs de projets.

Par ailleurs, une grande initiative internationale sur les petites îles devrait être coordonnée par les Iles Fidji. En juillet, un évènement organisé à Suva, capitale des îles Fidji, a permis la reconnaissance de la nécessité d'une participation renforcée des petits Etats insulaires en développement au GCA. Le [rapport](#) produit à l'issue de cette conférence rappelle que l'eau et l'assainissement constituent une question de développement cruciale pour les îles du Pacifique fortement impactées par le changement climatique, avec des implications fondamentales pour la santé publique, l'environnement, les droits de l'homme, la sécurité alimentaire ainsi que le développement économique et social.

LA FRANCE FACE A L'HERITAGE DE LA COP21

Forte de la réussite de la COP21, la France se doit désormais d'être exemplaire dans la mise en œuvre concrète de l'Accord de Paris. Le [plan climat](#) français publié en juillet s'inscrit dans cette optique mais reste très centré sur l'atténuation avec quelques mesures phares pour s'engager vers la neutralité carbone. L'axe sur l'adaptation reste peu développé et renvoie principalement aux mesures du futur Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) qui devrait être validé au début de l'année 2018. Le plan climat présente malgré tout des engagements positifs sur les aspects financement de l'adaptation en France, en indiquant que « La France augmentera ses financements dédiés à l'adaptation de ses territoires et de son économie pendant le quinquennat pour agir dans les territoires métropolitains et d'outre-mer sur la prévention des impacts du changement climatique, la résilience et la mobilisation des solutions d'adaptation basées sur la nature. ».

On note justement une mobilisation grandissante de la communauté internationale de l'eau et notamment des acteurs français pour la valorisation des solutions d'adaptation basées sur la nature. Il s'agit du thème choisi par UN Water pour la journée mondiale de l'eau 2018. Un [colloque sur le sujet](#) a par ailleurs été organisé en septembre par l'Agence de l'Eau Seine Normandie et l'Agence Française de Développement ; le PFE était partenaire.

Le Président français a également annoncé la tenue d'un sommet international sur le climat à Paris le 12 décembre, soit deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, afin de prendre de nouvelles mesures pour le climat en particulier en ce qui concerne la question du financement.

A PROPOS DU PFE

Le Partenariat Français pour l'Eau, présidé par l'ancien député Jean Launay, est la plateforme française publique et privée qui rassemble 140 membres actifs à l'international au sein de 6 collèges: État et ses établissements publics, ONG, associations et fondations, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, instituts de recherche de formation ainsi que des personnalités qualifiées. Il porte depuis 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques mises en œuvre et valorise les savoir-faire français.

<http://www.partenariat-francais-eau.fr>

